



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES (SCA)

Plate-Forme Commissariat Centre-Ouest (PFC-O)

Contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(DAF_2025_000554)

**Formation des mécaniciens de l'armée
de l'Air et de l'Espace sur MIRAGE 2000**

Niveau de classification¹

MD	MA	MS	NP
		X	

MARCHE DE DEFENSE

Marché² : N°2025 006 2025 notifié le.....

Engagement juridique² : EJ.....

Annexes au présent CCAP :

Annexe 1 : Attestation de service fait

Annexe 2 : Fiche incident

Annexe 3 : RGPD

Annexe 4 : Fiche réflexe - dispositif social du militaire blessé

¹ MS : marché sensible

² Références complétées par le service acheteur après notification

PFC-O / DAF_2025_000554

Article 1 Objet de l'accord-cadre	3
Article 2 Forme de l'accord-cadre	3
2.1 Forme de l'accord-cadre	3
2.2 Accord-cadre similaire	3
Article 3 Durée de l'accord-cadre	3
Article 4 Définitions	3
4.1 L'acheteur	3
4.2 Titulaire et son représentant	4
4.3 Forme des notifications	4
Article 5 Pièces contractuelles	4
Article 6 Sous-traitance	5
Article 7 Responsabilité - Sécurité	5
7.1 Accès aux enceintes militaires	5
7.2 Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires	5
Article 8 Modalités d'exécution des bons de commande	6
8.1 Bon de commande	6
8.2 Modification et annulation d'un bon de commande	7
8.2.1 Annulation ou modification par la personne publique	7
8.2.2 Pénalités	8
8.3 Constatation de l'exécution des prestations	7
8.4 Etablissement du service fait	7
8.5 Réfections	8
8.6 Défaillance du titulaire	8
8.7 Récusation du personnel du titulaire	8
8.8 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	8
Article 9 Modalités financières	9
9.1 Contenu et forme des prix	9
9.2 Avance	9
9.3 Révision des prix	9
Article 10 Paiement de l'accord-cadre	9
10.1 Règlement de l'accord-cadre	9
10.2 Dématérialisation des factures	10
10.3 Délai global de paiement du titulaire	10
10.4 Intérêts moratoires	10
10.5 Nantissement - Cession de créance	10
Article 11 Dispositif social du militaire blessé	10
Article 12 Résiliation	12
Article 13 Litiges, différends, redressement ou liquidation judiciaire	12
13.1 Règlement amiable des différends	12
13.2 Contentieux	12
13.3 Redressement ou liquidation judiciaire	12
Article 14 Dérogations aux documents généraux	12

Article 1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de la formation des jeunes mécaniciens des spécialités vecteur (2115), avionique (2217) et armement (2320) affectés, à leur sortie de l'École de Formation des Sous-Officiers de l'Armée de l'Air et de l'Espace (EFSOAAE), au sein des Escadrons de Soutien Technique Aéronautique (ESTA) et Services Techniques d'Escadron de Chasse (ST EC) des unités MIRAGE 2000.

Le présent accord-cadre a également pour objet la formation de mécaniciens de spécialité vecteur (2115) à la fonction de chef d'équipe.

Article 2 Forme de l'accord-cadre

2.1 Forme de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé en vertu des articles L.2325-1.1°, R.2362-1, R.2362-2, R.2362-5 à R.2362-6, et R.2362-8 du code de la commande publique. Il est conclu sans minimum et avec maximum en valeur défini tel que :

➤ Montant maximum du marché sur la période ferme (4 ans) : 7 132 000 € HT, soit 8 558 400 € TTC.

Le montant maximum sur 4 ans est reconductible annuellement au bout de la quatrième année d'exécution, au *pro rata temporis*, pour chaque période de reconduction.

Le marché n'est pas alloti.

2.2 Accord-cadre similaire

Conformément à l'article R.2322-12 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 3 Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement par périodes successives de douze (12) mois, à chaque date anniversaire de la notification initiale, dans la limite de trois (3) reconductions, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder sept (7) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

Article 4 Définitions

4.1 L'acheteur

L'acheteur est le Directeur de la Plate-forme commissariat ouest (PFC-O, ministère des armées).

Contact : Division Achats Publics - Bureau Achats Formation

Adresse postale : Quartier Foch, BP 22

Code postal : 35998

Ville : RENNES Cedex 9

Pays : France (FR)

E-mail : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

Code d'identification national, services de l'Etat (SIRET) : 110 002 011 000 44

Code d'identification national, PFC-O (SIRET) : 130 015 407 000 13

L'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit du bénéficiaire suivant :

- Etat-major de l'Armée de l'Air et de l'Espace / Brigade Aérienne de l'Aviation de Chasse (EMAAE/BAAC)
Caserne Verneau - 80 rue du Sergent Blandan
CS 53 864

Il est possible d'ajouter de nouveaux bénéficiaires et délégataires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC-O.

4.2 Titulaire et son représentant

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du représentant du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dans les délais requis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire. En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité de l'accord-cadre, l'administration en est avisée.

4.3 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du représentant du pouvoir adjudicateur, est faite par échanges dématérialisés ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information. Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

4.4 Clause de réexamen :

Le présent marché peut faire l'objet, conformément à l'article R. 2394-1 du code de la commande publique, de modifications formalisée par un avenant, dans les conditions et selon les modalités définies ci-après

- Adaptation du nombre maximum de stagiaires par session de formation, dans la limite d'un stagiaire supplémentaire ;
- Évolution du contenu de la formation, dans la limite d'une incidence financière maximale de 30 % sur le prix de la formation ;
- Ajout de sessions de formation à la maintenance de l'appareil, dans la limite de trois formations supplémentaires sur la durée globale du marché.

Article 5 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et les annexes de l'ATTR11 (annexe financière et cadre de réponse technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;

- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Article 6 Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

En vertu de l'article R2342-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de refuser des sous-traitants qui seraient des opérateurs économiques issus de pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen.

Article 7 Responsabilité - Sécurité

7.1 Accès aux enceintes militaires

Les prestations étant à exécuter dans des lieux où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le bénéficiaire lui a fait communiquer.

Sur demande de l'administration et préalablement à la notification de l'accord cadre, l'attributaire doit fournir, dans un délai de quinze jours ouvrés la liste nominative des personnels susceptibles d'intervenir pour la réalisation des prestations (intervenants et remplaçants),

Ces renseignements sont nécessaires pour la réalisation de l'enquête de sécurité les concernant.

Le titulaire sera tenu de remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis autre que favorable, sur demande de l'acheteur.

Les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel doivent être portées à la connaissance de l'administration dès survenance.

Les prestations du présent accord-cadre ne pourront en aucun cas débiter avant obtention de l'autorisation notifiée par l'administration.

7.2 Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relative à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire de l'accord-cadre ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent accord-cadre.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser dans les plus brefs délais aux personnes l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen) en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire de l'accord-cadre à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet disponible sur le site internet de la DRSD et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr
Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire du présent accord-cadre est amené à utiliser ou à créer des fichiers informatiques nominatifs, il s'engage à respecter toutes les dispositions des lois n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par les lois n° 2004-801 du 06 août 2004, n°2016-1321 du 07 octobre 2016 et n°2018-493 du 20 juin 2018 et conformément à l'annexe 3 du présent CCAP. Le titulaire s'engage également, à faire application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel, et notamment (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « Règlement Général sur la Protection des Données » : RGPD). A ce titre, il prend notamment toutes les dispositions pour que lui-même, ses préposés et ses sous-traitants respectent lesdites lois et ses textes d'application conformément à l'annexe 3 du présent CCAP.

7.3 Assurance

Le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.

De plus, le titulaire souscrira une assurance destinée à garantir les biens et les matériels mis à sa disposition désignée à l'article 5.5.2 du CCTP, à concurrence de la valeur d'inventaire ou déclarée. Il devra s'assurer contre tous les dommages susceptibles d'être causés, y compris aux tiers, par son personnel, notamment lors de l'emploi de ces matériels.

7.4 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

7.5 Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le Ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;

7.6 Clause environnementale

Le titulaire s'engage à réduire l'utilisation de supports imprimés en favorisant les formats numériques. Lorsque cela est indispensable, les impressions se feront en recto-verso, en noir et blanc, sur papier recyclé, éco-labellisé, ou issu de forêts gérées de manière écoresponsable.

Le titulaire s'engage également à assurer une gestion responsable des déchets générés lors des sessions de formation, notamment lors des manipulations sur pièces d'aéronefs ou d'armement. Il veille à la collecte et au tri sélectif des déchets selon les dispositifs en vigueur sur le site d'accueil.

Article 8 Modalités d'exécution des bons de commande

8.1 Bon de commande

La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 15 jours avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ;
- numéro et date de commande ;
- nature de la prestation ;
- date(s) d'exécution de la prestation ;
- lieu(x) d'exécution ;
- prix hors taxe ;
- montant de la TVA ;
- prix toutes taxes comprises.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

8.2 Modification et annulation d'un bon de commande

8.2.1 Annulation ou modification par la personne publique

L'acheteur, sur demande du bénéficiaire, pourra annuler ou modifier une commande. L'annulation ou la modification donnera lieu à indemnités selon :

Délais d'annulation	Indemnités
Annulation ou modification entre dix jours ouvrés et deux jours ouvrés avant la date planifiée	10% du montant HT de la commande
Annulation ou modification à moins de deux jours ouvrés avant la date planifiée	30% du montant HT de la commande

8.2.2 Annulation ou modification par le titulaire

En cas d'empêchement d'exécuter la prestation à la date fixée dans le bon de commande sans motif réel et sérieux dûment justifié auprès du bénéficiaire, et si le titulaire n'a proposé aucune date de report par mail dans les deux jours à compter de l'information de l'annulation, ou n'a pas proposé de remplaçant à niveau au moins équivalent à celui initialement prévu, les pénalités décrites à l'article 8.5 pourront être appliquées.

Sauf cas de force majeure, une annulation ou modification est susceptible, selon sa gravité et/ou sa récurrence, de motiver une résiliation aux torts du titulaire.

8.3 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire par le biais d'une attestation de services faits (annexe 1 du CCAP).

8.4 Etablissement du service fait

Les bénéficiaires établiront sous trois jours, la constatation du service fait sous CHORUS formulaire au vu des documents transmis par le titulaire (fiches de suivi de formation et attestations de formation).

En l'absence de ces documents, le service fait ne peut être établi et la facture ne pourra pas être réglée.

Les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution de l'accord-cadre seront mentionnés sur la fiche incident (annexe 2 au présent CCAP), laquelle sera visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire. La fiche est transmise au bureau achats formation de la PFC-O à l'adresse suivante : pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

8.5 Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire n'exécute pas la prestation dans le délai contractuel, il encourt des pénalités fixées comme suit :

Faits générateurs	Pénalités encourues
Annulation d'une session entre dix jours ouvrés et deux jours ouvrés avant la date planifiée	10 % du prix HT de la prestation considérée
Annulation à moins de deux jours ouvrés avant la date planifiée	30 % du prix HT de la prestation considérée.
Retards répétés en début de séances (à partir du 3 ^{ème} retard constaté) ou retard supérieur à 1 h	15 % du montant total HT de la prestation telle que précisée sur le bon de commande
Retard dans la mise à disposition des moyens listés à l'article 5.5.1 du CCTP	50 € par jour de retard
Retard dans la remise des livrables listés à l'article 7 du CCTP	50 € par jour de retard
Non remplacement d'un formateur justifiant d'une expérience professionnelle et d'une expertise au moins équivalente à celles proposées dans l'offre du titulaire (article 4 du CCTP)	1 000 € par jour jusqu'à remplacement conforme du formateur.

La pénalité sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

8.6 Réfections

Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée. Le détail des non-conformités sera indiqué sur l'attestation de service fait (annexe 1) avec le montant souhaité de la réfaction. Cette attestation sera à envoyer à l'adresse suivante : pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

8.7 Défaillance du titulaire

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

8.8 Récusation du personnel du titulaire

Conformément à l'article 4 du CCTP, pendant le déroulement d'une formation ou à son issue à l'issue, s'il s'avère qu'un intervenant n'a pas les compétences appropriées, l'acheteur se réserve le droit de récuser le personnel désigné.

En cas de récusation, le titulaire ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à une quelconque indemnité.

8.9 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 36 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation, qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Article 9 Modalités financières

9.1 Contenu et forme des prix

Le titulaire de l'accord-cadre a la charge des prestations telles qu'elles sont détaillées dans le CCTP.

Les prix figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement (ATTR11) sont réputés établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

Les prix unitaires pour une prestation comprennent :

- la prestation de l'intervenant en charge de la prestation ;
- La documentation pédagogique (papier ou digitale) pour l'ensemble des stagiaires ;
- La fourniture et location de moyens techniques, matériel, et équipements nécessaires à la réalisation de la formation ;
- les frais généraux ;
- les charges sociales ;
- les frais d'assurance ;
- les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- les frais de déplacement / transport / livraison.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (4ème partie du marché).

9.2 Avance

Sauf refus du titulaire exprimé en 4ème partie du marché (engagement des parties), une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles R2393-36 à R2393-39 et suivants du code de la commande publique (et correspondant à l'option A du CCAG FCS). Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

9.3 Révision des prix

Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques à la date limite de dépôts des offres finales. La révision de prix est effectuée à l'initiative du titulaire du marché ou de l'accord-cadre. Celui-ci s'engage à faire parvenir à la PFC O, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'appliquer la révision de prix. En cas de révision, le nouveau prix de règlement ne pourra être appliqué qu'après accord du RPA.

La révision s'effectue à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, par référence à l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 « ICHT-rev-TS » édité par l'INSEE (www.insee.fr ; identifiant 001565196). Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P0 \text{ (ICTrev-TS1 / ICTrev-TS0)}$$

dans laquelle :

P = Prix révisé H.T.V.A. ;

P0 = Prix de l'offre H.T.V.A. ;

ICTrev-TS1 = Valeur du dernier indice définitif connu et lu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre ;

ICTrev-TS0 = Valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, l'administration se réserve le droit de procéder ou non elle-même à la révision du prix et informera le titulaire de cette décision. Passé ce délai, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

Article 10 Paiement de l'accord-cadre

10.1 Règlement de l'accord-cadre

Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4ème partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations

et constatation du service fait.

10.2 Dématérialisation des factures

Les factures sont transmises exclusivement en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel l'ensemble de la documentation est disponible.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications complémentaires suivantes :

- la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ;
- le numéro de service exécutant de la dépense ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'acte d'engagement ;
- le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) correspondant à la référence interne financière du contrat et/ou du bon de commande ;
- le numéro SIRET des services de l'Etat : 110 002 011 000 44.

En l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée.

10.3 Délai global de paiement du titulaire

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant, sous condition de service fait.

10.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 jours jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture est versée en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant.

10.5 Nantissement - Cession de créance

L'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

Article 11 Dispositif social du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles :

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social :

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;

- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Dès notification, l'acheteur transmet les éléments suivants à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance ;
- Coordonnées du titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer à Défense Mobilité dans les trente (30) jours suivant la notification, et tout au long du marché en cas d'évolution, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité :

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- D'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- D'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé :

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

Article 12 Résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

Article 13 Litiges, différends, redressement ou liquidation judiciaire

13.1 Règlement amiable des différends

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 0 800 02 71 27).

13.2 Contentieux

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à ses cocontractants, même si ces derniers sont étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre doit être soumis à la partie adverse par le titulaire ou le Directeur de la Plate-Forme Commissariat Ouest (Rennes) sous pli recommandé avec accusé de réception.

En vertu de l'article R 312-11 du Code de Justice administrative les parties conviennent que le tribunal administratif compétent pour les litiges relatifs au présent contrat est le :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416 – 35044 Rennes cedex
Tél. 02 23 21 28 28 greffe.ta-rennes@juradm.fr

13.3 Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre ne peut être résilié pour ce seul motif, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévue au III de l'article L.622-13 du code de commerce. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 14 Dérogations aux documents généraux

L'article 5. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 8.3. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article 8.2.2. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article 10.5. Modalités financières / Nantissement-cession de créance déroge à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS.

L'article 12. Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.